

Secteur de la santé

Enfin un traitement de choc ?

● Le coup d'envoi des groupes de travail de concertation sur « le Plan de Santé 2025 » a été donné hier à Skhirat, par Anass Doukkali, ministre de la Santé. Placé sous le slogan « Tous engagés pour la santé », ce projet vise à canaliser les efforts des experts autour de ce programme « très ambitieux ».

Anass Doukkali voit grand pour le secteur de la santé. Le ministre de tutelle a réuni, mardi, ses états majors à Skhirat pour réfléchir sur son Plan Santé 2025. «Après avoir tracé les grandes lignes du Plan de Santé 2025, qui a été présenté au Conseil de gouvernement, aujourd'hui on ouvre un exercice de consultation large et qui s'étend sur l'échelle nationale. Cet exercice est organisé sous forme de 12 groupes de travail constitués d'imminents experts de la santé de notre pays, en plus de tous les acteurs qui interviennent directement ou indirectement dans les politiques sanitaires du pays. Ces groupes vont travailler dans le but de nous livrer des feuilles de route qui vont nous permettre de mettre en place un document de programmation important, et nous donner de la visibilité, ainsi qu'aux institutionnels et à l'opinion publique en général, par rapport à l'évolution de notre système de santé. Les idées au niveau de ce plan sont présentes et importantes pour pallier pas mal de déficits auxquels assiste ce secteur», explique Anass Doukkali. Outre les thématiques susmentionnées, les acteurs réunis pour cette phase de lancement débattront les problématiques centrales du secteur, notamment la santé et handicap, la santé mentale, les maladies non transmissibles, les maladies transmissibles, la couverture médicale de base, la couverture sanitaire universelle et les ressources humaines. D'autres thématiques du plan santé 2025 concernent le partenariat, le système d'information, la qualité des services sont à l'ordre du jour des groupes de travail.

Capitaliser sur les acquis

Nul ne peut ignorer les efforts dé-



ployés par le ministère de la Santé pour améliorer les conditions de vie et d'accès aux citoyens aux soins, ainsi que nombre d'indicateurs démographiques et épidémiologiques : maîtrise de l'accroissement démographique, plus grande longévité, baisse de la charge des maladies transmissibles et augmentation de la charge des maladies chroniques et des traumatismes. Par exemple, l'espérance de vie est passée de 71,1 années en 2004 à 75,8 années en 2015. Le ratio de la mortalité maternelle a enregistré une réduction tangible de 35% entre 2010 et 2016, passant de 112 à 72,6 pour 100.000 naissances vivantes. La même tendance à la baisse a été constaté pour la mortalité infantile : 30,5 pour 1.000 nouveau-nés en 2011 contre 47 pour 1.000 en 2004. En matière d'accès aux soins, le nombre de diabétiques pris en charge dans les structures du ministère a augmenté de 40% entre 2011 et 2016, et celui des hypertendus suivis a triplé lors de la même période. En plus d'importantes réalisations en matière de prise en charge du cancer, et des avancées dans le domaine de la greffe d'organe et de transplantation, sont à souligner. Toutefois, certaines contraintes freinent toujours le développement du secteur. Dans ce sens, le ministre a re-

levé la problématique de la qualité des services qui entrave l'accès aux soins et complique la relation avec la population. L'accès aux soins regorge également de problèmes qui persistent toujours et sont attestés par la faible utilisation de la consultation curative, le faible taux de surveillance de la grossesse / accouchement, et aux dépenses directes des ménages, estimées à 50,7% de la dépense globale en soins. Par ailleurs, la pénurie marquée des ressources humaines demeure le principal défi auquel fait face le système de santé. La densité des professionnels de santé, actuellement de 1,51 agents de santé pour 1.000 habitants, aggravé par la distribution inégale entre les régions et milieux, est source de disparités.

Le Plan de santé en rescousse

En suivant une approche participative et surtout stratégique, le ministère de santé table sur ce Plan pour pallier les nombreuses faiblesses du système sanitaire marocain. En fait, la construction de ce plan se base sur les principes de continuité et de proximité, de responsabilité et de redevabilité, d'entraide et de solidarité, d'égalité d'accès aux soins, de performance, d'efficacité et de qualité des services. Le Plan de Santé 2025 repose sur trois piliers principaux. Le premier pilier

concerne l'organisation et le développement de l'offre de soins en vue d'améliorer l'accès aux services de santé. Le second tient au renforcement des programmes de santé nationaux et des programmes de lutte contre les maladies. Et enfin, le troisième pilier concerne le développement de la gouvernance sectorielle, la rationalisation de l'utilisation des ressources, l'élargissement de la couverture sanitaire de base et la réduction du fardeau de la pénurie en ressources humaines. Du point de vue de Anass Doukkali, ce dernier pilier mérite un intérêt particulier ce qui a incité le ministère à mobiliser des experts et des praticiens pour apporter des idées et des propositions réalistes et réalisables à même de transformer à moyen terme le visage du système de santé. Il est à souligner que ces 3 piliers se déclinent en 25 axes constituant des lignes de conduites, lesquelles seront opérationnalisées à travers 125 actions concrètes, réalisables et mesurables.

Mise en oeuvre du Plan

«Il faut qu'on donne du temps à ces groupes de travail afin que les livrables soient de qualité. Cependant, nous nous sommes engagés à ce que le document final soit prêt avant les vacances estivales pour qu'on puisse dès le mois de septembre commencer à l'opérationnaliser. Il faut noter, in fine, que nombre de chantiers sont déjà en cours, notamment la télémédecine dont le décret sera présenté jeudi prochain au Conseil de gouvernement pour approbation, et le renforcement du capital humain du Ministère qui connaît des avancées notables», mentionne le ministre. Enfin, Anass Doukkali s'est dit conscient de la richesse dont regorge le ministère et le pays en ce qui est du capital humain hautement qualifié et capable d'apporter des solutions pertinentes aux problématiques de santé. Ainsi, aucun bureau d'études n'a été engagé pour réussir ce chantier déterminant pour l'avenir des citoyens. Les 12 groupes de travail ont donc du pain sur la planche pour sauver un secteur en mort clinique.

PAR YOUNÈS SAOURY
y.saoury@leseco.ma

●●●
La question des ressources humaines reste un défi de taille.